

Résultats de l'exercice 2019 et projet de renforcement du bilan pour soutenir la stratégie de Vallourec

2019 : Résultat brut d'exploitation plus que doublé et forte amélioration du flux de trésorerie disponible

Un quatrième trimestre conforme aux attentes

- **Résultat brut d'exploitation (RBE) à 94 millions d'euros**, porté par l'activité Pétrole et Gaz des régions EA-MEA et Brésil qui a compensé le ralentissement en Amérique du Nord
- **Flux de trésorerie disponible positif à 76 millions d'euros**

Performance de l'exercice :

- Chiffre d'affaires de **4 173 millions d'euros**, en hausse de 6 % par rapport à 2018 (+ 5 % à taux de change constants), tiré par l'activité Pétrole et Gaz, notamment des régions EA-MEA
- **RBE plus que doublé à 347 millions d'euros comparés à 150 millions d'euros en 2018**
- Flux de trésorerie disponible de - 41 millions d'euros à comparer à - 494 millions d'euros en 2018
- **Dette nette globalement stable à 2 031 millions d'euros au 31 décembre 2019** à comparer à 1 999 millions d'euros au 1er janvier 2019, et covenant bancaire respecté à 81 %

Des progrès dans le plan de Transformation

- Dépassement attendu de l'objectif initial de 200 millions d'euros d'économies brutes pour 2019-2020 : 141 millions d'euros d'économies brutes déjà réalisés à fin 2019
- Décision de fermer le site de Reisholz en Allemagne au second semestre 2020

Une vision stratégique reposant sur des leviers de création de valeur clairement identifiés

Accélération de la croissance rentable :

- Des fondamentaux de marché favorables et de fortes positions sur les marchés les plus attractifs
- Un leadership technologique et une forte notoriété de la marque pour développer de nouveaux produits et solutions
- En capacités de saisir les nouvelles opportunités offertes par la transition énergétique

Renforcement de la compétitivité :

- Initiatives en faveur de l'excellence industrielle et des fonctions support plus efficaces avec le programme Accélération, comprenant un objectif d'économies brutes de 200 millions d'euros pour 2021-2022
- Allocation de l'essentiel de la croissance de la demande de tubes premium Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA aux nouvelles routes

Perspectives 2020 : résultat brut d'exploitation de 500 millions d'euros et flux de trésorerie disponible légèrement positif

Compte tenu des tendances actuelles sur le plan économique et sur ses marchés¹, le Groupe se fixe les objectifs suivants :

- Résultat brut d'exploitation de 500 millions d'euros
- Flux de trésorerie disponible légèrement positif
- Point bas attendu au premier trimestre pour le RBE et pour le flux de trésorerie disponible du fait de la saisonnalité habituelle, avec un second semestre largement meilleur que le premier semestre

¹ Cf paragraphes Avertissement et Déclarations Prospectives

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Renforcement du bilan pour soutenir la stratégie de Vallourec et libérer le potentiel de création de valeur du Groupe

- Augmentation de capital pour un montant d'environ 800 millions d'euros pour atteindre un Ratio de Levier Financier Proforma d'environ 2,8x à fin 2020 et améliorer le profil de crédit du Groupe
- Soutien des actionnaires historiques, Bpifrance et Nippon Steel Corporation ("Nippon Steel") et engagement de souscription pour i) Bpifrance au prorata de sa part du capital² et ii) Nippon Steel pour un montant lui permettant de conserver une participation d'environ 10% du capital de Vallourec après la réalisation de l'opération^{3 4}
- Vallourec a obtenu l'engagement d'un syndicat bancaire de garantir le solde de l'augmentation de capital, sous réserve des conditions usuelles
- Refinancement des lignes de crédit à hauteur de 800 millions d'euros procurant à long terme une source de liquidité
- Lancement de l'augmentation de capital prévu au second trimestre 2020.

Boulogne-Billancourt (France), le 19 février 2020 – Vallourec, un leader mondial des solutions tubulaires premium, annonce aujourd'hui ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2019 ainsi qu'une augmentation de capital et le refinancement de ses lignes de crédit pour soutenir la stratégie de Vallourec. L'information financière consolidée a été présentée par le Directoire au Conseil de Surveillance le 18 février 2020.

Chiffres clés (*)

2019	2018	Variation	En millions d'euros	T4 2019	T4 2018	Variation
2 291	2 364	-3%	Production expédiée (milliers de tonnes)	520	694	-25%
4 173	3 921	6%	Chiffre d'affaires	1 004	1 116	-10%
347	150	197 m€	Résultat brut d'exploitation	94	89	6%
8,3%	3,8%	+4,5p.p.	<i>En % du CA</i>	9,4%	8,0%	+1,4p.p.
(17)	(277)	260 m€	Résultat d'exploitation	(9)	(43)	34 m€
(338)	(502)	164 m€	Résultat net, part du Groupe	(111)	(103)	-8 m€
(41)	(494)	453 m€	Cash-flow disponible	76	76	-

(*) Les effets détaillés de l'application de la norme IFRS 16 sur le résultat brut d'exploitation, la dette nette, la dette de location et le flux de trésorerie disponible sont décrits dans l'analyse des résultats consolidés (pages 5 et 6), la situation financière (page 7 et 8) et les annexes (pages 17 à 22).

Dettes nettes

31 Déc 2019	30 Sept 2019	Variation	En millions d'euros	1 Janv 2019 Post IFRS 16	31 Déc 2018 *
2 031	2 104	-73 m€	Dettes nettes	1 999	2 058

* La dette nette de 2 058 millions d'euros à fin décembre 2018 inclut 59 millions d'euros de dette de location financement

² Sous réserve des conditions habituelles, Bpifrance détient actuellement 14,6% du capital de Vallourec

³ Nippon Steel détient actuellement 14,6% du capital de Vallourec

⁴ Le montant net total investi par Nippon Steel, sous réserve des conditions habituelles, portera sur un montant maximum de 35M€.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Commentant ces résultats, Philippe Crouzet, Président du Directoire, a déclaré :

« La performance de 2019 marque une étape décisive dans le redressement de Vallourec, avec un résultat brut d'exploitation ayant plus que doublé et un flux de trésorerie disponible s'améliorant considérablement.

Sur le marché Pétrole et Gaz, comme prévu, le ralentissement de l'activité onshore aux États-Unis a été largement compensé par l'activité Pétrole et Gaz des régions EA-MEA et le redémarrage de l'activité offshore en eaux profondes au Brésil est intervenu au quatrième trimestre. Sur les marchés Industrie & Autres, la croissance de notre chiffre d'affaires s'appuie principalement sur la hausse des volumes et des prix du minerai de fer au Brésil.

Nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre plan de Transformation qui a rendu notre Groupe plus agile et plus compétitif, et je tiens à remercier vivement toutes les équipes de Vallourec pour leur engagement continu nous ayant permis d'atteindre ce résultat. Des économies brutes pour un montant de 141 millions d'euros ont ainsi été réalisées en 2019, portant à 586 millions d'euros le montant total d'économies brutes réalisées depuis 2016.

La croissance de notre chiffre d'affaires témoigne des bénéfices qu'apporte notre nouvelle empreinte industrielle et du déploiement réussi des nouvelles routes de production au Brésil et en Chine. Nous avons continué de réduire notre empreinte en Europe, renforçant ainsi la compétitivité de notre structure de coûts et la flexibilité de nos sources d'approvisionnement.

S'appuyant désormais sur des fondations solides, Vallourec entre dans une nouvelle phase de son développement et j'ai toute confiance dans la réussite future du Groupe sous la direction d'Edouard Guinotte. »

Edouard Guinotte, nouveau Président du Directoire à compter du 16 mars 2020, a déclaré :

« La forte dynamique résultant de notre compétitivité retrouvée devrait se poursuivre en 2020, portée par la poursuite de la reprise des marchés EA-MEA et par des ventes Pétrole et Gaz plus élevées au Brésil, pour lesquelles nous avons une bonne visibilité. Par conséquent, Vallourec se fixe pour 2020 un objectif de résultat brut d'exploitation de 500 millions d'euros et un flux de trésorerie disponible légèrement positif.

Au-delà de 2020, nous poursuivrons l'accélération de la croissance profitable de notre chiffre d'affaires, en capitalisant sur notre positionnement compétitif sur les marchés Pétrole et Gaz les plus attractifs et dynamiques. Pour y parvenir, nous favorisons l'innovation en faveur de nos produits et de nos marques pour développer de nouveaux produits et solutions pour nos clients. Nous préparons l'avenir à plus long terme, en développant des solutions durables pour saisir les opportunités créées dans le cadre de la transition énergétique. Nous continuerons de renforcer notre compétitivité avec le lancement d'un nouveau programme d'économies brutes supplémentaires de 200 millions d'euros sur la période 2021-2022 and et le développement de nos nouvelles routes de production.

Dans ce contexte, nous souhaitons renforcer la structure du capital de Vallourec et notre liquidité par le biais, d'une part, d'une augmentation de capital de 800 millions d'euros, et d'autre part par la mise en place de 800 millions d'euros de nouvelles lignes de crédit confirmées. Ces deux opérations nous donneront la flexibilité financière pour soutenir la stratégie de Vallourec.

Grâce à une compétitivité restaurée ainsi qu'une structure du capital renforcée, je suis convaincu que nous réussirons à renforcer notre position de leader mondial des solutions tubulaires premium et je suis engagé à conduire Vallourec dans cette nouvelle phase de développement. »

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

I - CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PAR MARCHÉ

2019	2018	Variation en %	A taux de change constants	En millions d'euros	T4 2019	T4 2018	Variation en %	A taux de change constants
3 042	2 813	8,1%	5,3%	Pétrole et gaz, Pétrochimie	762	821	-7,2%	-8,3%
939	819	14,7%	15,6%	Industrie & Autres	205	235	-12,8%	-10,4%
192	289	-33,6%	-33,6%	Energie électrique	37	60	-38,3%	-37,7%
4 173	3 921	6,4%	4,6%	Total	1 004	1 116	-10,0%	-10,3%

En 2019, le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 4 173 millions d'euros, en hausse de 6,4 % par rapport à 2018 (+ 5 % à taux de change constants), l'activité Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA ayant apporté la plus forte contribution à cette croissance. L'effet volume est de - 3,1 %, l'effet prix/mix de + 7,7 % et l'effet de change de + 1,8 %.

Au quatrième trimestre 2019, le chiffre d'affaires s'établit à 1 004 millions d'euros, en baisse de - 10 % par rapport au quatrième trimestre 2018 (- 10 % à taux de change constants), avec :

- Un effet volume de - 25,1 %, principalement lié à un recul des livraisons en Amérique du Nord suite au ralentissement du marché, amplifié par un déstockage temporaire chez nos distributeurs, et à de moindres livraisons de tubes de commodités.
- Un effet prix/mix positif de + 14,7 % tiré par l'activité Pétrole et Gaz en EA-MEA et en Amérique du Sud.
- Un effet de change de + 0,3 %.

Pétrole et Gaz, Pétrochimie (73 % du chiffre d'affaires annuel consolidé)

En 2019, le chiffre d'affaires **Pétrole et Gaz** s'établit à 2 752 millions d'euros, en augmentation de + 11 % par rapport à 2018 (+ 8 % à taux de change constants).

- Dans les régions EA-MEA, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz est en nette progression, tiré par les volumes et prix/mix.
- En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz est en légère augmentation par rapport à 2018, la performance du premier semestre ayant compensé le ralentissement du marché onshore, amplifié par un déstockage temporaire des distributeurs au second semestre.
- En Amérique du Sud, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz est en recul par rapport à 2018 avec un redémarrage au quatrième trimestre du marché offshore brésilien.

Au quatrième trimestre 2019, le chiffre d'affaires **Pétrole et Gaz** atteint 686 millions d'euros, en baisse de - 7 % par rapport au quatrième trimestre 2018 (-8 % à taux de change constants).

- Dans les régions EA-MEA, le chiffre d'affaires **Pétrole et Gaz** enregistre un léger recul, qui s'explique principalement par de moindres livraisons de tubes de conduites.
- En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz est en baisse en raison d'un recul des volumes et des prix, lié au ralentissement du marché onshore aggravé par le déstockage pratiqué par les distributeurs.
- En Amérique du Sud, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz est en nette augmentation, reflétant les prémisses d'une intensification des activités de forage d'exploration sur le marché offshore brésilien.

En 2019, le chiffre d'affaires **Pétrochimie** s'établit à 290 millions d'euros, en baisse de - 16 % par rapport à 2018 (- 18 % à taux de change constants), en raison de la baisse des volumes vendus en Amérique du Nord.

Au quatrième trimestre 2019, le chiffre d'affaires **Pétrochimie** s'établit à 76 millions d'euros, en baisse de - 10 % par rapport au quatrième trimestre 2018 (- 10 % à taux de change constants) en raison principalement d'une baisse des volumes vendus en Amérique du Nord.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Industrie & Autres (22 % du chiffre d'affaires annuel consolidé)

En 2019, le chiffre d'affaires Industrie & Autres s'établit à 939 millions d'euros au total, en hausse de 15 % par rapport à 2018 (+ 16 % à taux de change constants).

- Au Brésil, la progression du chiffre d'affaires de la mine résulte d'une augmentation des volumes vendus (6,2 millions de tonnes produites en 2019 ou + 32 % par rapport à 2018) permise par les améliorations de la productivité et la hausse des prix du minerai de fer. Le marché Industrie enregistre un chiffre d'affaires en baisse.
- En Europe, le chiffre d'affaires Industrie (Mécanique, Automobile, Construction) recule dans un contexte de marché difficile.

Au quatrième trimestre 2019, le chiffre d'affaires s'établit à 205 millions d'euros, en baisse de - 13 % par rapport au quatrième trimestre 2018 (- 10,4 % à taux de change constants). Le chiffre d'affaires et les volumes diminuent en Europe, cette baisse étant en partie compensée par l'augmentation du chiffre d'affaires réalisé par la mine au Brésil.

Énergie électrique (5 % du chiffre d'affaires annuel consolidé)

En 2019, le chiffre d'affaires s'élève à 192 millions d'euros, en baisse de - 34 % par rapport à 2018 (- 34 % à taux de change constants), en raison du recul de la demande mondiale de tubes pour la construction des centrales conventionnelles au charbon.

Au quatrième trimestre 2019, le chiffre d'affaires Énergie électrique a atteint 37 millions d'euros. Comme prévu, il est en recul de - 38 % à taux de change constants par rapport au quatrième trimestre 2018.

II - ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Analyse des résultats consolidés de l'exercice 2019

Pour l'exercice 2019, le résultat brut d'exploitation s'établit à 347 millions d'euros, en amélioration de 197 millions d'euros par rapport à 2018, avec :

- Une marge industrielle en amélioration de 2,9 points de pourcentage pour s'établir à 738 millions d'euros, en hausse de 159 millions d'euros par rapport à l'exercice 2018. L'amélioration résulte principalement d'un effet prix/mix favorable pour le Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA, de la contribution de l'activité minière et des économies de coûts, qui ont largement compensé la moindre contribution de l'Amérique du Nord.
- Des coûts administratifs, commerciaux et de recherche (SG&A) en baisse de - 7 % à -378 millions d'euros, représentant 9,1 % du chiffre d'affaires contre 10,3 % pour l'exercice 2018.

Une diminution nette des provisions de 21 millions d'euros (contre 56 millions d'euros en 2018) est incluse dans le résultat brut d'exploitation. Elle reflète principalement des reprises de provisions venant compenser des pertes constatées au cours du même exercice lors de la vente de stocks dépréciés.

L'impact IFRS 16 sur le résultat brut d'exploitation est positif pour 33 millions d'euros pour l'exercice.

Le résultat d'exploitation est de - 17 millions d'euros, en amélioration de + 260 millions d'euros par rapport à 2018 grâce à :

- l'augmentation du résultat brut d'exploitation ;
- une diminution des dépréciations d'actifs à - 30 millions d'euros en 2019 à comparer à - 53 millions d'euros en 2018. Les charges comptabilisées en 2019 concernent principalement un actif dédié à l'activité nucléaire en Chine ;
- des charges de « Cessions d'actifs, restructurations et autres » à - 27 millions d'euros, réduites de 47 millions d'euros par rapport à 2018. Les charges comptabilisées en 2019 reflètent principalement la décision de fermer l'usine de Reisholz en Allemagne ;

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

- des « Amortissements et autres dépréciations » de - 58 millions d'euros, dont un impact IFRS 16 de - 27 millions d'euros (amortissement du droit d'usage).

Le résultat financier est négatif à - 244 millions d'euros, contre - 220 millions d'euros pour l'exercice 2018, principalement en raison (i) de charges d'intérêts plus élevées, (ii) d'un effet IFRS 16 sur les charges d'intérêts de la dette de location de - 11 millions d'euros, (iii) compensé en partie par une réduction des coûts de couverture de change.

L'impôt sur les bénéfices s'établit à - 75 millions d'euros, lié principalement au résultat au Brésil.

Le résultat net, part du Groupe, est une perte nette réduite de 164 millions d'euros, à - 338 millions d'euros, contre - 502 millions d'euros pour l'exercice 2018.

Analyse des résultats consolidés du T4 2019

Au quatrième trimestre 2019, le résultat brut d'exploitation s'établit à 94 millions d'euros, en hausse de 6 % par rapport au quatrième trimestre 2018, avec :

- Une marge industrielle de 180 millions d'euros (17,9 % du chiffre d'affaires), en légère baisse (0,6 pts) par rapport au quatrième trimestre 2018 (18,5 %), en raison du recul de la contribution de l'Amérique du Nord. Celui-ci est partiellement compensé par la progression de la marge de l'Amérique du Sud, reflétant une plus forte contribution de l'activité Pétrole et Gaz au Brésil et de la vente de minerai de fer.
- Des coûts administratifs, commerciaux et de recherche (SG&A) réduits de 18 % et s'élevant à 87 millions d'euros, soit 8,7 % du chiffre d'affaires contre 9,5 % au quatrième trimestre 2018, grâce à un contrôle des coûts rigoureux.

Une diminution nette des provisions de 19 millions d'euros (contre 27 millions d'euros en 2018) est constatée dans le résultat brut d'exploitation. Elle reflète principalement des reprises de provisions venant compenser des pertes constatées au cours de la même période sur la vente de stocks dépréciés.

L'impact IFRS 16 sur le résultat brut d'exploitation est positif de 8 millions d'euros au quatrième trimestre.

Le résultat d'exploitation progresse de 34 millions d'euros à - 9 millions d'euros, grâce à une augmentation du résultat brut d'exploitation et à des charges de « Cessions d'actifs, restructurations et autres » qui s'établissent à - 23 millions d'euros, résultant principalement de la décision de fermer l'usine de Reisholz dédiée à l'énergie électrique conventionnelle en Allemagne. Un impact IFRS 16 de - 7 millions d'euros (amortissement du droit d'usage) est inclus dans les « Amortissements et autres dépréciations » dont le montant total est - 14 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 par rapport à - 8 millions d'euros au quatrième trimestre 2018.

Le résultat financier affiche une légère dégradation à - 66 millions d'euros contre - 55 millions d'euros au quatrième trimestre 2018. Il inclut un effet IFRS 16 négatif de - 3 millions d'euros (charges d'intérêts sur dette de location) et une augmentation des charges d'intérêt.

L'impôt sur les bénéfices s'établit à - 36 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, principalement dû à la charge d'impôt liée aux activités brésiliennes.

Le résultat net, part du Groupe, est une perte en légère augmentation de - 8 millions d'euros, à - 111 millions d'euros, contre - 103 millions d'euros au quatrième trimestre 2018.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

III – FLUX DE TRÉSORERIE & SITUATION FINANCIÈRE

Flux de trésorerie générés par l'activité

Les flux de trésorerie générés par l'activité s'établissent à - 6 millions d'euros pour l'exercice 2019, par rapport à - 210 millions d'euros pour l'exercice 2018, et à - 14 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, par rapport à - 13 millions d'euros au quatrième trimestre 2018.

Besoin en fonds de roulement lié à l'activité

Pour l'exercice 2019, le besoin en fonds de roulement lié à l'activité diminue de 124 millions d'euros, contre une augmentation de - 155 millions d'euros pour l'exercice 2018. **En ligne avec nos objectifs, en moyenne trimestrielle sur l'exercice 2019, le besoin en fonds de roulement net est ramené à 106 jours de chiffre d'affaires contre 113 jours en 2018.**

Au quatrième trimestre 2019, le besoin en fonds de roulement lié à l'activité diminue de 170 millions d'euros, alors qu'il a diminué de 154 millions d'euros au quatrième trimestre 2018. Le besoin en fonds de roulement net en jours de chiffre d'affaires s'établit à 95 jours à la fin du quatrième trimestre 2019, niveau comparable à celui du quatrième trimestre 2018 (94 jours).

Investissements industriels

Les investissements industriels bruts s'élèvent à - 159 millions d'euros pour l'exercice 2019 contre - 129 millions d'euros pour l'exercice 2018, et s'établissent à - 80 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 d'euros contre - 65 millions d'euros au quatrième trimestre 2018.

Flux de trésorerie disponible

Pour l'exercice 2019, le flux de trésorerie disponible est négatif à - 41 millions d'euros, une amélioration de 453 millions d'euros par rapport à l'exercice 2018 (- 494 millions d'euros).

Au quatrième trimestre 2019, le Groupe génère un flux de trésorerie disponible positif de 76 millions d'euros, un niveau stable par rapport au quatrième trimestre 2018.

Dettes nette et liquidité

Au 31 décembre 2019, la dette nette est réduite à 2 031 millions d'euros contre 2 104 millions d'euros au 30 septembre 2019. Elle était de 1 999 millions d'euros au 1^{er} janvier 2019. Pour rappel, 59 millions d'euros de dette nette ont été reclassés en dette de location au 1^{er} janvier 2019 en application de la norme IFRS 16 (cf. tableau en page 21).

Au 31 décembre 2019, Vallourec dispose de 1 794 millions d'euros de trésorerie et de 426 millions d'euros de lignes de crédit non tirées sur un montant total de 2 128 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

À la même date, la dette long terme s'élève à 1 747 millions d'euros et la dette court terme à 2 077 millions d'euros, dont 110 millions d'euros de billets de trésorerie et 1 702 millions d'euros tirés sur 2 128 millions d'euros de lignes de crédit bancaire confirmées.

Au 31 décembre 2019, le ratio d'endettement retraité (« covenant bancaire ») tel que défini dans les contrats bancaires et testé une fois par an le 31 décembre, est de 81 %. L'entrée en vigueur de l'IFRS 16 est sans effet sur le ratio « covenant bancaire ».

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

IV – CLASSEMENTS ESG 2019

Les bons classements obtenus par Vallourec en 2019 reflètent le fort engagement du Groupe sur les critères ESG :

- CDP (Carbon Disclosure Program) a intégré Vallourec en “Liste A”, positionnant le Groupe dans le ratio des 2% d’entreprises mondiales les plus efficaces en matière d’émissions de carbone.
- MSCI a revu à la hausse (“AA” contre “A”) le classement de Vallourec récompensant ainsi les efforts menés par le Groupe.
- Sustainalytics a classé Vallourec parmi les 15 sociétés les plus performantes du secteur “Oil & Gas Equipment” (parmi une liste de 116 sociétés comparables).

Depuis février 2019, le Conseil de Surveillance est assisté d’un comité RSE pour tous les sujets relevant de la stratégie en matière de RSE.

V – UN PLAN DE TRANSFORMATION EXÉCUTÉ AVEC SUCCÈS, UN GROUPE DÉSORMAIS PLUS AGILE ET PLUS COMPÉTITIF

Dépassement des objectifs de réduction de coûts

Vallourec a dépassé son objectif initial 2016-2020 de 400 millions d’euros d’économies brutes avec la réalisation à fin 2018 de 445 millions d’euros de réductions de coûts. L’objectif de réduction additionnelle de coûts de 200 millions d’euros pour 2019-2020 sera également dépassé (141 millions d’euros d’économies déjà réalisées au titre de l’année 2019).

Depuis 2014, les effectifs du Groupe ont été réduits de 21 % (18 827 fin 2019), dont 35 % en Europe et 19% au Brésil.

En 2019, les effectifs du Groupe sont en baisse de 1,8 %, passant de 19 164 salariés (fin 2018) à 18 827 (fin 2019), avec une réduction plus importante en Europe (- 6,3 %). **En Allemagne, les effectifs ont été réduits de 392 salariés à la suite des initiatives annoncées en février 2019 visant une réduction de 600 salariés d’ici fin 2020.**

Ces économies de coûts ainsi que le déploiement de nouvelles routes se sont traduits par une réduction entre 2016 et 2019 de 40% des coûts de production et des coûts administratifs, commerciaux et de recherche par tonne, pour atteindre 1 035 euros par tonne.

Rationalisation en profondeur de nos actifs en Europe

La rationalisation de nos actifs industriels européens en France et en Allemagne est reflétée dans la baisse du nombre de sites du Groupe. L’Europe se positionne désormais comme un centre d’excellence pour la production des produits premium, adressant les marchés locaux tout en offrant une route de production flexible permettant des délais de livraisons courts pour l’export.

En particulier, le Groupe a décidé de fermer l’usine de Reisholz (Allemagne), spécialisée dans les tubes destinés aux centrales électriques conventionnelles. Cette décision sera effective au second semestre 2020.

Poursuite du déploiement de nos routes de production compétitives

De nouvelles routes de production ont été déployées à partir des usines très compétitives du Brésil et d’Asie.

Les activités brésiliennes ont été rationalisées et des économies significatives réalisées. Les exportations représentent environ 60% de la production totale de VSB.

Information

Les données trimestrielles ne font l’objet ni d’un examen limité ni d’un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d’audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l’enregistrement du « Document d’enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l’AMF d’ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s’entendent par comparaison avec la même période de l’exercice précédent.

Tianda, acquis fin 2016, a été complètement intégrée au réseau global de Vallourec. La part de volumes premium laminés sur le site de Tianda est passée de 4 % de sa production en 2017 à 20 % en 2019. Des produits de Tianda sont destinés aux contrats récemment obtenus au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le taux d'utilisation de nos routes de production compétitives VSB (Brésil) et Tianda (Chine) pour les produits premium OCTG et tubes de conduite livrés dans les régions EA-MEA a augmenté pour atteindre 55 % en 2019 à comparer à 19 % en 2015 (soit environ 300 000 tonnes de produits premium exportés en 2019 à comparer à 40 000 tonnes en 2015).

Une empreinte industrielle plus agile, flexible et à la pointe du secteur

Les économies de coût, la rationalisation de l'empreinte industrielle avec la part de l'Europe dans la capacité totale réduite de 45% à 25%, et le développement de nouvelles routes **ont permis au Groupe d'abaisser son point d'équilibre du flux de trésorerie⁵ d'environ 25 % depuis 2017.**

L'agilité commerciale a été significativement améliorée grâce au développement des centres de production compétitifs au Brésil et en Asie.

Une compétitivité retrouvée qui se traduit déjà en succès commerciaux

La nouvelle compétitivité de Vallourec et son offre complète de produits et de services répondant parfaitement aux besoins des clients ont permis l'enregistrement de nombreux succès commerciaux, comme l'attestent le contrat de 900 millions de dollars signé avec ADNOC. Vallourec fournira une gamme complète de produits allant des OCTG standard API aux premiums haut de gamme qui seront fournis d'Europe, du Brésil et de Chine, pour des applications conventionnelles et complexes, dans des gisements de pétrole onshore et offshore.

Déjà multiplié par deux entre 2017 et 2018, le taux de succès sur appels d'offres poursuit sa progression en 2019⁶, grâce au développement des nouvelles routes.

VI – UNE VISION STRATEGIQUE REPOSANT SUR DES LEVIERS DE CREATION DE VALEUR CLAIREMENT IDENTIFIES

Des fondamentaux de marché favorables et des positions fortes sur les marchés les plus attractifs

- **Au Brésil**, le Groupe bénéficie d'une position et d'une expertise inégalées sur le marché offshore le plus dynamique pour les prochaines années et pour lequel le Groupe est reconnu comme un partenaire de référence par Petrobras et les opérateurs internationaux actifs sur ce marché.
- **Vallourec est par ailleurs propriétaire d'une mine de fer très compétitive au Brésil**, dont l'extension de capacité de 3 millions de tonnes supplémentaires permettra d'accroître la génération de RBE. L'investissement correspondant, pour un montant de l'ordre de 65 millions d'euros, s'échelonne en 2020 et 2021, avec retour sur investissement d'environ 2,5 années.
- **Dans les régions EA-MEA**, Vallourec s'appuiera sur sa compétitivité retrouvée sur un marché tiré par la reprise des projets faisant l'objet de décisions finales d'investissement, parmi lesquels de nombreux sont localisés en offshore. **La force de notre positionnement s'illustre par des commandes en hausse de 16% en 2019, après leur doublement en 2018 comparé en 2017.**
- **En Amérique du Nord, Vallourec est propriétaire d'un outil industriel local extrêmement flexible**, permettant au Groupe de s'adapter face à un marché volatile, qui se stabilise.

⁵ Ce point d'équilibre se définit comme le volume de vente nécessaire pour couvrir les coûts variables et fixes inclus dans le résultat brut d'exploitation et les besoins d'investissements industriels

⁶ Volume des appels d'offres remportés à date, par rapport au volume total des appels d'offres lancés.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Capitaliser sur notre avantage technologique et la notoriété de notre marque pour développer de nouveaux produits et solutions

Le Groupe envisage également d'augmenter son chiffre d'affaires en **capitalisant sur son avantage technologique et la notoriété de sa marque** pour développer de nouveaux produits et solutions.

Les nouvelles connexions VAM® destinées aux marchés premium Pétrole et gaz sont aujourd'hui adoptées par nos clients dans le monde entier.

De nouvelles solutions digitales, incluant l'offre Smartengo, sont déjà disponibles sur le marché et contribuent à la différenciation de l'offre commerciale Vallourec.

Saisir les opportunités liées à la transition énergétique

Le Groupe prépare l'avenir en développant des solutions durables pour répondre aux opportunités offertes par la transition énergétique et notamment pour les applications de la géothermie, l'éolien offshore, la capture et le stockage de carbone, ainsi que l'hydrogène.

Le Groupe utilisera son expertise industrielle, ses capacités de design, ainsi que ses relations avec ses clients engagés dans la transition énergétique pour capturer ces opportunités. Vallourec a mis en place une organisation dédiée pour mener les projets innovants et attend de ces opportunités un chiffre d'affaires significatif à l'horizon 2025.

Lancement du programme Accélération pour renforcer la compétitivité

Le Groupe reste déterminé à poursuivre l'amélioration de sa compétitivité avec un nouveau programme, Accélération, visant des économies brutes supplémentaires de 200 millions d'euros sur la période 2021-2022, au travers d'initiatives transverses et régionales.

Les initiatives transverses se concentreront sur le renforcement de l'excellence industrielle pour renforcer la performance et l'amélioration de l'efficacité des fonctions support et des coûts administratifs, commerciaux et recherche (SG&A).

Les initiatives régionales viseront principalement :

- En Europe : le Groupe bénéficiera de l'impact en année pleine du plan de réduction des coûts en Allemagne, de la mise en œuvre du concept « One Mill », incluant la suppression d'environ 800 postes à fin 2020 par rapport à 2018 et de l'optimisation du portefeuille produits ;
- Au Brésil, le Groupe poursuivra l'amélioration du site de Jeceaba et le développement du nouveau programme « Mini-Mill » sur le site de Barreiro ; et
- En Amérique du Nord, le Groupe améliorera la performance des cycles de maintenance et de contrôle qualité ; il poursuivra les efforts de dégoulotage de ses capacités de finition et optimisera sa structure de coûts, ainsi que la ré-internalisation de certains services.

Allocation de l'essentiel de la croissance de la demande de tubes premium Pétrole et Gaz dans les régions EA-MEA aux nouvelles routes

Le Groupe poursuivra également le déploiement des routes compétitives de VSB (Brésil) et Tianda (Chine) pour répondre à l'essentiel de la croissance de la demande en produits premium Pétrole et Gaz des régions EA-MEA, correspondant à une croissance des volumes d'environ 300kt en 2019 à environ 500kt en 2024.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Cette ambition sera permise par la finalisation de l'industrialisation des grades premiums à Tianda et de la qualification par les Majors et les NOCs de Tianda et VSB. La part de volumes premium laminés sur le site de Tianda passera de 20 % en 2019 à c.40% en 2024.

VII – PRINCIPALES TENDANCES DE MARCHÉ EN 2020

Pétrole et Gaz

- **Les régions EA-MEA** entament 2020 avec un carnet de commandes solide, lié à l'augmentation des commandes enregistrées en 2019 en particulier pour les produits en aciers spéciaux qui bénéficient d'un marché tendu.
- **En Amérique du Nord**, bien que les opérateurs maintiennent une forte discipline en matière d'investissements, nous anticipons un rebond des volumes en ligne avec la demande au premier trimestre 2020, faisant suite à l'important déstockage du quatrième trimestre 2019. Une reprise des prix devrait suivre, après un point bas attendu au premier trimestre 2020. D'après le Groupe, des opportunités de gain de parts de marché existent au vu de la consolidation de l'industrie OCTG locale.
- **En Amérique du Sud**, le nombre de puits forés devrait augmenter significativement au Brésil, en raison de la hausse des activités de forage d'exploration de Petrobras et des compagnies pétrolières internationales. Les livraisons d'OCTG premium devraient augmenter fortement à partir du deuxième trimestre 2020.

Industrie & Autres

- En **Europe**, la demande et les prix devraient rester faibles, en particulier en Allemagne.
- Au **Brésil**, le Groupe prévoit pour 2020 une production de minerai de fer au même niveau qu'en 2019. Les prix du minerai de fer ont légèrement diminué et restent dépendants de la demande chinoise.

Épidémie de coronavirus

- Les retombées économiques et financières de l'épidémie de coronavirus en Chine, où Vallourec est implanté, ne sont pas prévisibles à la date de publication de ce document. Après une période de fermeture pour congé prolongée d'une semaine, nos usines chinoises ont repris leur activité le 10 février 2020.

VIII – PERSPECTIVES

Perspectives 2020

Compte tenu des tendances actuelles sur le plan économique et sur ses marchés ⁷, **le Groupe se fixe les objectifs suivants pour 2020** :

- Un résultat brut d'exploitation de 500 millions d'euros ;
- Un flux de trésorerie disponible légèrement positif ;
 - Investissements industriels de 200 millions d'euros
 - Un besoin en fonds de roulement d'environ 100 jours de chiffre d'affaires, en moyenne trimestrielle

Un point bas est attendu au premier trimestre pour le résultat brut d'exploitation et le flux de trésorerie disponible du fait de l'impact de la saisonnalité habituelle. Le second semestre sera significativement meilleur que le premier semestre en termes de résultat brut d'exploitation et de flux de trésorerie disponible

⁷ Cf. paragraphe « Réflexions et informations prospectives »

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Leviers de génération de trésorerie après 2020

Le résultat brut d'exploitation est attendu en progression du fait de la croissance de l'activité résultant des tendances de marché favorables, de la compétitive commerciale améliorée et des réductions de coûts supplémentaires du programme Accélération.

Au-delà de la croissance du résultat brut d'exploitation, le flux de trésorerie disponible sera également amélioré par :

- Une réduction des charges d'intérêt d'environ 50 millions d'euros par an par rapport à 2019 permise par :
 - Environ 25 millions d'euros provenant de l'augmentation de capital et du refinancement des lignes de crédit
 - Environ 25 millions d'euros provenant de l'exercice de l'option d'achat sur un contrat de location-financement au Brésil, avec un impact positif additionnel de 6-8 millions d'euros sur le résultat brut d'exploitation
- Des charges de restructuration réduites
- L'amélioration continue du besoin en fonds de roulement en nombre de jours de chiffre d'affaires
- Des investissements industriels bruts maîtrisés, avec une enveloppe globale annuelle de 200-250 millions d'euros.

IX – AUGMENTATION DE CAPITAL ET REFINANCEMENT DES LIGNES DE CRÉDIT POUR SÉCURISER LE REDRESSEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE VALLOUREC

Vallourec se propose de renforcer la structure de son bilan et sa position de liquidité par le biais d'une émission d'actions et le refinancement de ses lignes de crédit.

Le produit de l'émission sera utilisé pour réduire le Ratio De Levier Financier Proforma à environ 2,8x⁸ à fin 2020 (correspondant à un endettement financier net de 1,4 milliards d'euros environ proforma pour l'augmentation de capital) contre 5,9x en 2019 en incluant l'exercice de l'option d'achat sur un contrat de location-financement au Brésil pour un montant de 100 millions d'euros au plus.

Sur une base pro forma s'agissant de l'émission d'actions et du refinancement du RCF, Vallourec aurait disposé de 1,7 milliards de liquidité au 31 décembre 2019, composée d'environ 900 millions d'euros de cash et 800 millions d'euros de lignes de crédit non tirées.

Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription

Vallourec a le projet de lancer une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant d'environ 800 millions d'euros, qui permettra de désendetter le Groupe de manière significative, de réduire ses frais financiers de 50 millions d'euros environ par rapport à 2019, et de gagner en flexibilité pour réussir la mise en œuvre de sa stratégie.

Bpifrance et Nippon Steel, actionnaires de référence de Vallourec, se sont engagés à souscrire à l'augmentation de capital, pour i) Bpifrance au prorata de sa part du capital et ii) pour Nippon Steel pour un montant lui permettant de détenir environ 10% du capital de Vallourec après réalisation de l'augmentation de capital⁹.

Vallourec a obtenu l'engagement d'un syndicat bancaire de garantir le solde de l'augmentation de capital, sous réserve des conditions usuelles.

Les résolutions relatives à l'augmentation de capital seront soumises au vote des actionnaires réunis en assemblée générale le 6 avril 2020. Bpifrance et Nippon Steel se sont engagés à voter en faveur des résolutions relatives à l'augmentation de capital.

⁸ A taux de changes constants et incluant un impact comptable en 2020 lié à l'exercice de l'option d'achat sur un contrat de location financement contracté au Brésil, et les coûts liés à l'opération

⁹ Le montant total pouvant être investi par Nippon Steel, sous réserves de conditions usuelles, ne pourra excéder un montant de 35 millions d'euros et un montant de 120 millions d'euros pour Bpifrance

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Il est prévu que l'augmentation de capital soit lancée au cours du second trimestre 2020, sous réserve des conditions de marché et de l'approbation du prospectus par l'Autorité des Marchés Financiers (l'AMF).

Refinancement des lignes de crédit

Vallourec annonce également le refinancement de ses lignes de crédit, pour un montant de 800 millions d'euros d'engagements de ses banques partenaires. Les nouvelles lignes de crédit RCF, sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital, apporteront à Vallourec une source de liquidité long terme grâce à une maturité de quatre ans et une extension optionnelle d'un an. Les nouvelles lignes de crédit comporteront un covenant demandant à Vallourec de maintenir son *gearing* en dessous d'un maximum de 100%, similaire aux lignes de crédit actuelles.

Déclarations Prospectives

Ce communiqué de presse peut contenir des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives peuvent être identifiées à l'aide de la terminologie prospective, notamment les termes « croire », « s'attendre à », « anticiper », « peut », « présumer », « planifier », « avoir l'intention de », « sera », « devrait », « estimation », « risque » et/ou, dans chaque cas, leur contraire, ou d'autres variantes ou terminologie comparable. Ces déclarations prospectives comprennent tout sujet qui ne porte pas sur des faits historiques et incluent des déclarations relatives aux intentions, aux convictions ou aux attentes actuelles de la Société, notamment en ce qui concerne les résultats d'exploitation, la situation financière, la liquidité, les perspectives, la croissance et les stratégies de la Société et les industries dans lesquelles elle exerce une activité. De par leur nature, les déclarations prospectives impliquent des risques et des incertitudes car elles concernent des événements et dépendent de circonstances susceptibles de survenir ou non à l'avenir. Ces risques comprennent ceux développés ou identifiés dans les documents publics déposés par Vallourec auprès de l'AMF, y compris ceux répertoriés dans la section « Facteurs de risques » du Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 29 mars 2019 sous le numéro D.19-0231. Les lecteurs sont avertis que les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et que les résultats d'exploitation, la situation financière et la liquidité de Vallourec ou de l'une de ses filiales et le développement des secteurs dans lesquels ils opèrent peuvent différer sensiblement de ceux réalisés dans ou suggérées par les déclarations prospectives contenues dans ce communiqué de presse. En outre, même si les résultats d'exploitation, la situation financière et la liquidité de Vallourec ou de l'une de ses filiales et le développement des secteurs dans lesquels ils opèrent sont conformes aux déclarations prospectives contenues dans ce communiqué de presse, ces résultats ou développements peuvent ne pas être indicatif des résultats ou des développements dans les périodes ultérieures.

Avertissement

Ce communiqué de presse et les informations qu'il contient ne constituent ni une offre de vente ou d'achat ni la sollicitation de vente ou d'achat de titres de Vallourec.

Aucune communication, ni aucune information relative à l'augmentation de capital envisagée ne peut être diffusée au public dans un pays dans lequel il doit être satisfait à une obligation d'enregistrement ou d'autorisation. Aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) dans un quelconque pays (autre que la France) dans lequel de telles démarches seraient requises. La souscription ou l'achat de titres de Vallourec peuvent faire l'objet dans certains pays de restrictions légales ou réglementaires spécifiques. Vallourec n'assume aucune responsabilité au titre d'une violation par une quelconque personne de ces restrictions. Le présent communiqué de presse ne constitue pas un prospectus au sens du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017 (le « Règlement Prospectus »). L'offre sera ouverte au public en France exclusivement postérieurement à la délivrance par l'Autorité des marchés financiers d'un visa sur le prospectus préparé en conformité avec le Règlement Prospectus.

En France, une offre au public de valeurs mobilières ne peut intervenir qu'en vertu d'un prospectus approuvé par l'AMF. S'agissant des Etats membres de l'Espace Economique Européen autres que la France (les « Etats membres »), aucune action n'a été entreprise ni ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des titres rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un de ces Etats membres. En conséquence, les valeurs mobilières ne peuvent être offertes et ne seront offertes dans aucun des Etats membres (autre que la France), sauf conformément aux dérogations prévues par l'article 1(4) du Règlement Prospectus, ou dans les autres cas ne nécessitant pas la publication par Vallourec d'un prospectus au titre du Règlement Prospectus et/ou des réglementations applicables dans ces Etats membres.

Le présent communiqué ne constitue pas une offre de valeurs mobilières au public au Royaume-Uni. La diffusion du présent communiqué n'est pas effectuée et n'a pas été approuvée par une personne autorisée (« authorised person ») au sens de l'article 21(1) du Financial Services and Markets Act 2000. En conséquence, le présent communiqué est adressé et destiné uniquement (x) (i) aux personnes situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) aux professionnels en matière d'investissement au sens de l'article

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005, tel qu'amendé (l'« Order ») ou (iii) aux personnes visées par l'article 49(2) de l'Order et (y) toute autre personne à laquelle le présent communiqué pourrait être adressé conformément à la loi (les personnes mentionnées ci-dessus étant ensemble désignées comme les « Personnes Habilitées »). Les valeurs mobilières sont uniquement destinées aux Personnes Habilitées et toute invitation, offre ou tout contrat relatif à la souscription, l'achat ou l'acquisition des valeurs mobilières ne peut être adressé ou conclu qu'avec des Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée doit s'abstenir d'utiliser ou de se fonder sur le présent communiqué et les informations qu'il contient. Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus approuvé par la Financial Conduct Authority ou par toute autre autorité de régulation du Royaume-Uni au sens de la Section 85 du Financial Services and Markets Act 2000. Le présent communiqué ne constitue pas une offre de valeurs mobilières ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Des valeurs mobilières ne pourront être vendues aux Etats-Unis en l'absence d'enregistrement ou de dispense d'enregistrement au titre du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié. Vallourec n'envisage pas d'enregistrer l'offre ou une partie de cette offre aux Etats-Unis ni d'effectuer une quelconque offre au public de valeurs mobilières aux Etats-Unis. La diffusion du présent communiqué dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales en vigueur. Les informations contenues dans le présent communiqué ne constituent pas une offre de valeurs mobilières aux Etats-Unis, au Canada, en Australie ou au Japon.

Présentation des résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2019

Conférence téléphonique en anglais et audio webcast à 18 h 30 (heure de Paris)

- Pour écouter l'audio webcast : https://channel.royalcast.com/webcast/vallourec-en/20200219_2/
- Pour participer à la conférence, veuillez composer le (utiliser le mot de passe « Vallourec ») :
 - o +44 (0) 20 3003 2666 (Royaume-Uni)
 - o +33 (0)1 70 37 71 66 (France)
 - o +1 212 999 6659 (États-Unis)
- L'audio webcast et la présentation seront disponibles sur le site web de Vallourec à l'adresse suivante :
<https://www.vallourec.com/en/hub-finance>

À propos de Vallourec

Leader mondial sur ses marchés, Vallourec fournit des solutions tubulaires de référence pour les secteurs de l'énergie et pour d'autres applications parmi les plus exigeantes : des puits de pétrole et de gaz en conditions extrêmes aux centrales électriques de dernière génération, en passant par des projets architecturaux audacieux et des équipements mécaniques ultra-performants. Fidèle à son esprit pionnier et fort d'une R&D de pointe, Vallourec ne cesse de repousser les frontières technologiques. Implanté dans une vingtaine de pays, au plus près de ses clients, le Groupe rassemble près de 19 000 collaborateurs passionnés et engagés qui offrent bien plus que des tubes : ils proposent des solutions toujours plus innovantes, fiables et compétitives, pour rendre possibles tous les projets.

Coté sur Euronext à Paris (code ISIN : FR0000120354, Ticker VK) éligible au Service de Règlement Différé (SRD), Vallourec fait partie des indices SBF 120 et Next 150.

Aux États-Unis, Vallourec a mis en place un programme sponsorisé d'American Depositary Receipt (ADR) de niveau 1 (code ISIN : US92023R2094, Ticker : VLOWY). La parité entre l'ADR et l'action ordinaire Vallourec est de 5 pour 1.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Calendrier

6 avril 2020	Assemblée Générale des Actionnaires
13 mai 2020	Publication des résultats du premier trimestre 2020

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Relations investisseurs

Jean-Marc Agabriel / Jérôme Friboulet
Tél. : +33 (0)1 49 09 39 77
investor.relations@vallourec.com

Relations presse

Héloïse Rothenbühler
Tél. : +33 (0)1 41 03 77 50
heloise.rothenbuhler@vallourec.com

Relations actionnaires individuels

N° Vert : 0805 65 10 10
actionnaires@vallourec.com

Annexes

Pièces jointes à ce communiqué :

- Production expédiée
- Taux de change
- Chiffre d'affaires par zone géographique
- Chiffre d'affaires par marché
- Compte de résultat consolidé résumé
- Bilan consolidé résumé
- Dette de location IFRS 16
- Covenant bancaire
- Tableau des flux de trésorerie
- Flux de trésorerie disponible
- Définitions des données financières à caractère non strictement comptable

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Production expédiée

En milliers de tonnes	2019	2018	Variation
T1	571	515	11%
T2	605	572	6%
T3	595	583	2%
T4	520	694	-25%
Total	2 291	2 364	-3%

Taux de change

Taux de change moyen	2019	2018
EUR / USD	1,12	1,18
EUR / BRL	4,41	4,31
USD / BRL	3,94	3,65

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires par zone géographique

En millions d'euros	2019	En % du CA	2018	En % du CA	Variation en %	T4 2019	En % du CA	T4 2018	En % du CA	Variation en %
Europe	595	14,3%	587	15,0%	1%	138	13,7%	159	14,3%	-13%
Amérique du Nord	1 215	29,1%	1 281	32,7%	-5%	234	23,3%	317	28,4%	-26%
Amérique du Sud	702	16,8%	625	15,9%	12%	194	19,3%	156	14,0%	24%
Asie et Moyen-Orient	1 222	29,3%	1 088	27,7%	12%	339	33,8%	321	28,7%	6%
Reste du Monde	439	10,5%	340	8,7%	29%	99	9,9%	163	14,6%	-39%
Total	4 173	100%	3 921	100%	6%	1 004	100%	1 116	100%	-10%

Chiffre d'affaires par marché

2019	En % du CA	2018	En % du CA	Variation en %	En millions d'euros	T4 2019	En % du CA	T4 2018	En % du CA	Variation en %
2 752	65,9%	2 469	63,0%	11%	Pétrole et gaz	686	68,3%	737	66,0%	-7%
290	7,0%	344	8,8%	-16%	Pétrochimie	76	7,6%	84	7,5%	-10%
3 042	72,9%	2 813	71,7%	8%	Pétrole et gaz, Pétrochimie	762	75,9%	821	73,5%	-7%
368	8,8%	469	11,9%	-22%	Mécanique	77	7,7%	146	13,1%	-47%
115	2,8%	148	3,8%	-22%	Automobile	23	2,3%	34	3,1%	-32%
456	10,9%	202	5,2%	126%	Construction & autres	105	10,4%	55	4,9%	91%
939	22,5%	819	20,9%	15%	Industrie & Autres	205	20,4%	235	21,1%	-13%
192	4,6%	289	7,4%	-34%	Energie électrique	37	3,7%	60	5,4%	-38%
4 173	100%	3 921	100%	6%	Total	1 004	100%	1 116	100%	-10%

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Compte de résultat consolidé résumé

2 019	2 018	% de variation	En millions d'euros	T4 2019	T4 2018	% de variation
4 173	3 921	6%	CHIFFRE D'AFFAIRES	1 004	1 116	-10%
(3 435)	(3 342)	3%	Coûts industriels des produits vendus	(824)	(910)	-9%
738	579	27%	Marge industrielle *	180	206	-13%
17,7%	14,8%	+2,9p.p.	(En % du CA)	17,9%	18,5%	-0,6p.p.
(378)	(405)	-7%	Coûts administratifs, commerciaux et de recherche *	(87)	(106)	-18%
(13)	(24)	-46%	Autres	1	(11)	na
347	150	197 m€	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION ⁽⁷⁾	94	89	6%
8,3%	3,8%	+4,5p.p.	RBE/Chiffre d'affaires en %	9,4%	8,0%	+1,4p.p.
(249)	(266)	-6%	Amortissements industriels	(66)	(69)	-4%
(58)	(34)	na	Amortissements et autres dépréciations ⁽⁸⁾	(14)	(8)	na
(30)	(53)	na	Dépréciations d'actifs	-	(38)	na
(27)	(74)	na	Cession d'actifs, restructuration et autres	(23)	(17)	na
(17)	(277)	260 m€	RESULTAT D'EXPLOITATION	(9)	(43)	34 m€
(244)	(220)	11%	Résultat financier ⁽⁹⁾	(66)	(55)	20%
(261)	(497)	236 m€	RESULTAT AVANT IMPOT	(75)	(98)	23 m€
(75)	(5)	na	Impôt sur les bénéficiaires	(36)	(3)	€33m
(4)	2	na	Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(2)	-	na
(340)	(500)	160 m€	RESULTAT NET TOTAL	(113)	(101)	-12 m€
2	(2)	na	Participations ne donnant pas le contrôle	2	(2)	na
(338)	(502)	164 m€	RESULTAT NET, PART DU GROUPE	(111)	(103)	-8 m€
(0,7)	(1,1)	0,4€	RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	(0,2)	(0,2)	-

na = non applicable

(*) Avant dépréciation et amortissement

Les effets IFRS 16 sur le compte de résultat comprennent :	<u>2019</u>	<u>T4 2019</u>
⁽⁷⁾ Retrait des charges locatives du résultat brut d'exploitation :	+€33m	+€8m
⁽⁸⁾ Amortissement du droit d'usage :	-€27m	-€7m
⁽⁹⁾ Charge d'intérêt sur la dette de location :	-€11m	-€3m

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Bilan consolidé résumé

En millions d'euros							
Actif	31 Déc 2019	1 Janv 2019	31 Déc 2018	Passif	31 Déc 2019	1 Janv 2019	31 Déc 2018
	<i>Post IFRS 16</i>	<i>Post IFRS 16</i>			<i>Post IFRS 16</i>	<i>Post IFRS 16</i>	
				Capitaux propres, part du Groupe *	1 467	1 802	1 802
				Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	513	462	462
Immobilisations incorporelles nettes	63	71	71	Total des capitaux propres	1 980	2 264	2 264
Écarts d'acquisition	364	358	358	Prêt actionnaire	21	29	29
Immobilisations corporelles nettes	2 642	2 777	2 691	Emprunts et dettes financières (A)	1 747	1 746	1 797
Actifs biologiques	62	60	60	Dettes de location non courante (D)	104	115	-
Entreprises associées	129	134	134	Engagements envers le personnel	228	214	214
Autres actifs non courants	132	156	156	Impôts différés passifs	9	15	15
Impôts différés actifs	249	250	250	Autres provisions et passifs	61	50	50
Total actifs non courants	3 641	3 806	3 720	Total passifs non courants	2 149	2 140	2 076
				Provisions	121	136	136
Stocks et en-cours	988	1 135	1 135	Emprunts et concours bancaires courants (B)	2 077	993	1 001
Clients et comptes rattachés	638	599	599	Dettes de location courante (E)	30	30	-
Instruments dérivés - actifs	7	3	3	Fournisseurs	580	582	582
Autres actifs courants	237	216	216	Instruments dérivés - passif	18	32	32
Trésorerie et équivalents de trésorerie (C)	1 794	740	740	Autres passifs courants	329	293	293
Total actifs courants	3 664	2 693	2 693	Total passifs courants	3 155	2 066	2 044
TOTAL ACTIF	7 305	6 499	6 413	TOTAL PASSIF	7 305	6 499	6 413

* Résultat net, part du Groupe	(338)	(502)
--------------------------------	-------	-------

Dettes nettes (A+B-C)	2 031	1 999	2 058 ⁽¹⁰⁾
-----------------------	-------	-------	-----------------------

⁽¹⁰⁾ Dette nette de 2 058 millions d'euros à fin décembre 2018 incluant 59 millions d'euros de dette de location

Dettes de location (D+E)	134	145	*
--------------------------	-----	-----	---

* Cf. détail sur la dette de location IFRS 16 en page 20

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Dettes de location IFRS 16

31 Déc 2019	Variation vs 1 Jan 2019	En millions d'euros	1 Jan 2019 post IFRS 16	31 Déc 2018
50	-9 m€	Dettes de location financement ⁽¹¹⁾	59	59
84	-2 m€	Dettes de location opérationnelle ⁽¹²⁾	86	-
134	-11 m€	Total dettes de location (IFRS 16) ⁽¹³⁾	145	-

⁽¹¹⁾ Incluse dans la dette nette avant application de la norme IFRS 16 ; retraitée en dette de location à compter du 1^{er} janvier 2019

⁽¹²⁾ Dette de location opérationnelle enregistrée dans les éléments hors bilan avant application IFRS 16 ; comptabilisation en dette de location à partir du 1^{er} janvier 2019

⁽¹³⁾ Nouveaux éléments (dettes de location courantes et non courantes) identifiés au bilan en application IFRS 16.

- Au 31 décembre 2019, la dette de location de 134 millions d'euros est constituée de :
 - 104 millions d'euros de dette de location non courante
 - 30 millions d'euros de dette de location courante

Covenant bancaire

Tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe incluant le prêt actionnaire au Brésil et la « dette de location financement » comprise dans la dette nette au 31 décembre 2018 (sans la « dette de location opérationnelle ») sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

En millions d'euros	31 Déc 2019	30 Sept 2019	31 Déc 2018
Dettes nettes	2 031	2 104	2 058
Dettes de location financement (Incluse dans la dette nette au 31 Déc 2018)	50	52	-
Prêt actionnaire	21	20	29
Dettes nettes retraitées (a)	2 102	2 176	2 087
Capitaux propres Groupe	1 980	2 114	2 264
Réserves de conversion	608	548	624
Réserves - variation de juste valeur des instruments financiers	-4	28	8
Capitaux Groupe retraités (b)	2 584	2 690	2 896
Ratio d'endettement retraité = (a) / (b)	81%	81%	72%

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Tableau des flux de trésorerie

2019	2018	En millions d'euros	T4	T4	T3	S1
			2019	2018	2019	2019
(6)	(210)	Flux de trésorerie générés par l'activité	(14)	(13)	(2)	10
124	(155)	Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité [+ baisse, (hausse)]	170	154	71	(117)
118	(365)	Flux nets de trésorerie générés par l'activité	156	141	69	(107)
(159)	(129)	Investissements industriels bruts	(80)	(65)	(43)	(36)
9	(22)	Cessions d'actifs et autres éléments ⁽¹⁴⁾	(3)	(37)	(19)	31
(32)	(516)	Variation de l'endettement net [+ baisse, (hausse)]	73	39	7	(112)
2 031	2 058	Dette nette (fin de période) ⁽¹⁵⁾	2 031	2 058	2 104	2 111

⁽¹⁴⁾ Le 19 février 2019, Sumitomo Corporation a participé, via un apport en numéraire, à une augmentation de capital de Vallourec Star, filiale de Vallourec aux États-Unis, au prorata de sa participation au capital en pourcentage (19,47 %), pour un montant de 59 millions de dollars US (52 millions d'euros).

⁽¹⁵⁾ La dette de location financement (50 millions d'euros au 31 décembre 2019), précédemment incluse dans la dette nette, est maintenant comptabilisée en dette de location (IFRS 16).

Flux de trésorerie disponible

2019	2018	Variation	En millions d'euros	T4	T4	Variation
				2019	2018	
(6)	(210)	204 m€	Flux de trésorerie générés par l'activité (A)	(14)	(13)	-1 m€
124	(155)	279 m€	Variation du BFR lié à l'activité (B) + baisse, (hausse)	170	154	16 m€
(159)	(129)	-30 m€	Investissements industriels bruts (C)	(80)	(65)	-15 m€
(41)	(494)	453 m€	Flux de trésorerie disponible* (A)+(B)+(C)	76	76	-

* Impact IFRS 16 sur:

- le flux de trésorerie disponible 2019 : 22 millions d'euros (impact de 33 millions d'euros sur le résultat brut d'exploitation moins 11 millions d'euros de charges d'intérêts sur la dette de location)

- le flux de trésorerie disponible du quatrième trimestre 2019 : 5 millions d'euros (impact de 8 millions d'euros sur le résultat brut d'exploitation moins 3 millions d'euros de charges d'intérêts sur la dette de location)

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Définitions des données financières à caractère non strictement comptable

Besoin en fonds de roulement : défini comme les créances clients plus les stocks moins les dettes fournisseurs (hors provisions).

Besoin en fonds de roulement net : défini comme le besoin en fonds de roulement net des provisions pour stock et créances clients ; les jours de besoin en fonds de roulement net sont calculés sur la base des ventes trimestrielles annualisées.

Besoin en fonds de roulement lié à l'activité : inclut le besoin en fonds de roulement et les autres créances et dettes.

Covenant bancaire (ou ratio d'endettement retraité) : tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe incluant le prêt actionnaire au Brésil et la « dette de location financement » comprise dans la dette nette au 31 décembre 2018 (sans la « dette de location opérationnelle ») sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

Dettes de location : à partir du 1^{er} janvier 2019, la dette de location est définie comme la valeur actualisée des engagements de loyers futurs.

Dettes nettes : la dette nette consolidée se définit comme les emprunts et dettes financières non courants + emprunts et concours bancaires courants - trésorerie et équivalents de trésorerie. À partir du 1^{er} janvier 2019, la dette nette exclut la dette de location financement.

Données à taux de change constants : les données présentées « à taux de change constants » sont calculées en neutralisant l'effet de conversion en euro du chiffre d'affaires des sociétés du Groupe dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro. L'effet de change de conversion est neutralisé par l'application des taux de change de l'année N-1 au chiffre d'affaires de l'année N de ces sociétés.

Flux de trésorerie disponible : le flux de trésorerie disponible se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité minoré des investissements industriels bruts et majoré/minoré de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

Investissements industriels bruts : les investissements industriels bruts se définissent comme la somme des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et ceux liés aux acquisitions d'actifs biologiques.

Marge industrielle : la marge industrielle se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et les coûts industriels des produits vendus (c'est-à-dire après imputation des coûts industriels variables et des coûts industriels fixes), hors amortissements.

Ratio de Levier Financier Proforma : endettement financier net (après réalisation de l'augmentation de capital et exercice d'une option d'achat sur un contrat de location financement) rapporté au résultat brut d'exploitation.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du « Document d'enregistrement universel » (URD) déposé auprès de l'AMF d'ici mi-mars 2020. Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.